

LA

RÉPUBLIQUE ILLUSTRÉE

JOURNAL NATIONAL HEBDOMADAIRE

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction,
l'Administration et les Gravures,
A L'ADMINISTRATEUR DE la République illustrée
21, rue des Capucins, Lyon.

Première année — Numéro 7.

BUREAUX : à LYON, 21, rue des Capucins;
Vente pour LYON, M. BALLAY, 34, rue Tupin.

ABONNEMENTS

Lyon 6 f. par an.
Départements 8 —

Les autres pays, suivant les droits de poste.

Léon GAMBETTA

M. Gambetta est un homme nouveau. Sa biographie, à l'heure qu'il est, tient à la fois peu de place et une grande place; l'avenir lui appartient et en lui réside l'avenir de la France républicaine. On sait comment il se révéla au monde libéral : ce fut dans une magnifique défense d'un procès de presse que tout le monde connaît, que se manifesta le merveilleux talent de M. Gambetta. Son nom, jusqu'alors inconnu, résonna dans toutes les trompettes de l'Europe : du jour au lendemain il était devenu un HOMME.

Lors des élections de 1869, le nom de M. Gambetta devait nécessairement sortir des urnes populaires, et, sous l'empire, il tint haut et droit le drapeau de la liberté. Que disons-nous, de la liberté? il sut, en pleine Chambre impériale, affirmer le principe républicain, et l'affirmer de façon à se faire applaudir, même par ses adversaires.

La journée du 4 septembre le porta au Gouvernement de la République. Les événements lui ont donné le rôle le plus important dans la critique situation où est la France.

Il est à la fois ministre de l'Intérieur et ministre de la Guerre. C'est un DANTON, c'est un CANNOT. Il combine, il exécute, il agit.

Nous l'avons vu naguère s'élancer de Paris en ballon; il donnait cet exemple à tous les gouvernants du monde, de ne pas craindre les impossibilités pour réaliser l'impossible.

A l'heure où, de Paris, s'élancait le ballon qui portait non point seulement Gambetta, mais la fortune de la France, il a été sacré grand homme, il a pris dans l'histoire une place inouïe.

Quel est le gouvernant qui, jusqu'à présent, s'était lancé dans les airs pour venir porter de la capitale la parole d'en haut, et remuer ainsi tout un peuple?

Est-ce à nos despotes du passé qu'il faudrait demander un tel héroïsme!

Le voilà arrivé à Tours, et c'est de Tours qu'il émet cette fameuse proclamation qui doit galvaniser la France et l'Europe :

« Citoyens des départements, s'écrie-t-il, Paris est inexpugnable et Paris vous attend. »

Ce n'est point Tours seulement qui s'élève à sa voix puissante, c'est la France tout entière qui se lève à son accent.

Vous croyez qu'il va rester à Tours? Erreur : l'âme de la patrie est passée en lui; il a le don de l'ubiquité. Demain vous le verrez à la tête de l'armée des Vosges.

La France s'enorgueillissait d'une Jeanne-d'Arc, elle a maintenant un JEAN-D'ARC, dont la statue s'élèvera, non point seulement sur les places d'Orléans, pris par les Prussiens, mais sur toutes les places du pays.

On dit que M. Gambetta a un œil de verre : celui qui lui reste suffit pour surveiller l'ennemi et sauver nos destinées.

Gambetta écrit à la fin de sa proclamation : *Vive la République! Vive la France!* et la France lui répondra : *Vive notre sauveur! Vive Gambetta!*

L'ÉPOPÉE GARIBALDIENNE

Nous empruntons aux *Droits de l'homme* le récit suivant :

GARIBALDI

La vérité sur son départ de Caprera et sur son arrivée en France.

Nous avons promis à nos lecteurs de leur raconter en détail l'histoire de l'évasion de Garibaldi de Caprera, nous venons aujourd'hui tenir notre promesse.

Ce que nous avons à écrire est une page d'histoire toute simple, mais absolument vraie dans ses détails et dans son ensemble, et qui peut avoir d'immenses conséquences.

Cette page, il n'appartient qu'à nous de l'écrire, car c'est à

Qu'on nous pardonne ce patriotique orgueil : nous avons tenu à constater que l'idée de la délivrance de Garibaldi est une idée tout avignonnaise, que ce sont deux Avignonnais, seuls, qui ont eu la pensée de cette délivrance et le courage de la mettre à exécution.

Le docteur Bordone, chef d'état-major général de Garibaldi lors de son expédition de Sicile, plein de respect et d'admiration pour le caractère de son ancien général, sachant d'ailleurs quel fonds on peut faire sur cette nature ardente, chevaleresque, dont l'amour de la liberté fait pour ainsi dire la base, avait résolu d'aller chercher Garibaldi à Caprera, de le conduire au milieu de nous, et de donner au gouvernement de la défense nationale, justement à l'heure où le principal instrument de cette défense est la guerre de partisans, l'homme qui excelle dans cette guerre, qui l'a faite toute sa vie, et toujours au nom et pour le triomphe de la République.

Le docteur fit part de son projet à quelques amis, notamment à M. Poujade, préfet de Vaucluse, qui promit d'aider l'entreprise de tout son crédit, et à un jeune et riche citoyen de notre ville, M. Denis Foule.

Celui-ci, grand voyageur, toujours en quête d'émotions nouvelles, amoureux d'aventures et professant au surplus pour Garibaldi un culte enthousiaste, s'empressa d'accepter la proposition de se faire le second de M. Bordone dans une entreprise aussi honorable, aussi patriotique, que celle de la délivrance de Garibaldi.

Parti d'Avignon le 26 septembre, MM. Bordone et Foule arrivèrent le jour même à Marseille, d'où, après avoir vaincu quelques difficultés sur lesquelles il est inutile d'insister, ils s'embarquèrent, le 30, pour Ajaccio, sur l'*Evénement*.

A Ajaccio, nos voyageurs furent admirablement reçus par le préfet, M. Cecaldi, qui, comprenant toute l'importance de la mission qu'il s'était imposée, se mit complètement à leur service, et les adressa immédiatement à M. Bartholdi, maire de Sartène. Celui-ci, avec autant d'empressement et de bonne grâce que le préfet, reçut chez lui MM. Bordone et Foule. Mis dans la confiance de ce qu'ils voulaient tenter, le maire de Sartène les présenta un peu partout comme de riches particuliers voyageant pour rechercher et louer des chasses dans les îles de la Méditerranée.

Ce prétexte était excellent, il expliquait la présence de deux voyageurs en Corse et dans les îles environnantes, il permettait toutes les excursions, même une visite à Caprera. Cependant, au cas où un coup de main deviendrait nécessaire, M. Bartholdi offrait à ses nouveaux amis cinq cents hommes déterminés, bien armés et prêts à tout pour aider à l'enlèvement du général. De plus, il les mettait en relation avec deux capitaines marins, MM. Aygnardi et Girardi, qui, sous leur propre responsabilité, répondirent de ramener Garibaldi en Corse. On partit pour Bonifacio.

Ici un fâcheux contre-temps se produisit. Une barque était louée, prête à prendre la mer; mais la mer, furieuse, ne permettait pas l'embarquement. Bordone et Foule trépignaient d'impatience, et il fallait se contenir, car à part Aygnardi et Girardi, personne ne comprenait que pour aller visiter des chasses il fallût s'exposer ainsi aux plus graves dangers. Mais, vers deux heures du matin, la houle se calma, nos voyageurs purent partir pour l'île de la Madeleine, qu'une heure de trajet à peine sépare de Caprera.

A la Madeleine, nouvelle station.

Toujours sous prétexte de louer et de visiter des chasses, les futurs libérateurs de Garibaldi prennent langue avec les gens du pays, parlant du général et témoignant, comme d'une chose toute naturelle, du désir d'aller lui rendre visite.

LÉON GAMBETTA

Membre du Gouvernement de la Défense Nationale, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre.



Avignon et rien qu'à Avignon qu'a pris naissance l'idée de la délivrance de Garibaldi. Par un étrange retour, ce sont deux enfants de la ville des papes qui ont conçu le projet d'aller chercher dans son île le vieil adversaire de la papauté, de conduire jusqu'aux pieds de ce palais superbe, indestructible et massif emblème de l'éternité de la puissance papale, l'homme qui a le plus contribué à renverser cette puissance.

Garibaldi est maintenant à Tours. Il apporte à la France le secours de son nom prestigieux, l'appui de sa redoutable épée. Il en faisait lui-même la remarque : le 7 octobre, il débarquait à Marsala; le 7 octobre, il touchait de même la terre de France. Puisse cette concordance être d'heureuse augure pour notre malheureux pays! et si les espérances qu'elle fait naître se réalisent, Avignon aura bien le droit d'être fière du grand service qu'elle aura rendu à la patrie.

— Gardez-vous en bien, leur fut-il répondu, le général abhorre les Français, il ne vous recevra même pas.

Bordone secoua la tête d'un air de doute, Foule fit mine d'être piqué au vif, tous deux déclarèrent qu'ils voulaient en avoir le cœur net et qu'ils iraient à Caprera.

— Vous ne serez même pas reçus, leur dit-on.

— C'est ce que nous verrons bien, répondirent-ils.

Et ils s'embarquèrent le cœur battant d'une émotion qu'il est facile de comprendre.

Ici une parenthèse est indispensable. On sait que depuis la chute de Sedan et la proclamation de la République, deux frégates italiennes croisaient sans cesse autour de Caprera pour empêcher Garibaldi de sortir de son île et de venir porter secours à la République française; mais, pour une raison ou pour une autre, l'avant-veille du jour où nos voyageurs s'embarquaient ainsi pour Caprera, leurs équipages ayant appris la chute définitive du pouvoir personnel et l'entrée des troupes italiennes à Rome, les deux frégates avaient disparu. On disait qu'elles avaient rallié l'escadre italienne mouillée dans les eaux de Civita-Vecchia. Cette nouvelle, à laquelle ils étaient loin de s'attendre et qui simplifiait à un si haut degré les difficultés de leur entreprise, causa la plus vive joie au docteur et à son compagnon.

Ils arrivèrent enfin à Caprera et se dirigèrent vers la maison du général. On a partout dépeint l'aspect extérieur et intérieur de cette modeste demeure d'un grand homme : une simple maison blanche à la chaux, se détachant crûment sur le bleu vigoureux et la lumière ardente du ciel méditerranéen. Au dedans, une chambre à lit de fer, sans rideaux, quelques meubles indispensables et de la plus entière simplicité; sur les murs, les photographies, les portraits gravés ou les masques de tous les hommes morts pour la liberté du monde; au pied du lit, le portrait de la femme du général, de cette courageuse et regrettée compagne d'une vie héroïque, qui dort du dernier sommeil sur les côtes de Calabre; un peu plus bas, les portraits des deux fils nés de cette union. Au dehors, à quelques pas de la porte, deux chiens énormes, accroupis au soleil, et qui saluèrent les visiteurs de leurs aboiements les plus formidables.

Le général avait vu venir de loin les deux étrangers, il les vit franchir la haie vive qui sert de clôture à son potager, il se souleva de son fauteuil pour aller à leur rencontre :

— Bordone ! s'écria-t-il, dès qu'il eut reconnu son ancien chef d'état-major.

Et d'une vigoureuse étreinte, les deux anciens compagnons d'armes se précipitèrent dans les bras l'un de l'autre.

— Général, reprit le docteur après que la première émotion fut passée, je viens vous chercher, la France a besoin de votre épée.

Le général montrant le bâton sur lequel il s'appuyait, répondit :

— Mon épée, la voilà (1). Cependant, tout ce qu'il y a encore de vigoureux en moi, la tête et le cœur, tout est au service de la liberté.

Et d'un regard, Garibaldi montrait ses mains aux articulations nouées par les fatigues de son étonnante vie, ses jambes et ses pieds sans force depuis la blessure reçue à Aspromonte.

Le docteur présenta Denis Foule, disant qu'il avait voulu avoir sa part de la gloire qui attendait ceux qui ramèneraient Garibaldi en France, et le général, touché, tendit sa main au jeune homme.

— C'est bien, mon fils, lui dit-il, ce que vous avez voulu faire, ce que vous avez fait est digne d'un grand cœur.

Un instant de silence suivit cette scène attendrissante, puis le général reprit :

J'étais sans nouvelles, on ne les laissait plus parvenir jusqu'à moi; je ne voulais pas, si la paix pouvait encore se conclure, que mon nom devint un obstacle ou un embarras. Mais aujourd'hui vous venez me chercher au nom de la France, je suis à vous et à elle. Je me voue entièrement à sa défense, parce que c'est la France, en 89, qui, la première, a fait luire sur le monde le flambeau de la liberté. J'ai toute ma vie combattu pour cette dernière, et c'est sur la terre de France, où elle a brillé pour la première fois, que je veux mourir...

(1) Toute cette conversation est reproduite textuellement, d'après les souvenirs de M. Denis Foule.

Puis, comme se parlant à lui-même, le général continua :

— Il y a deux jours, je n'étais pas libre. De ma fenêtre je pouvais voir passer et repasser sans cesse sur cette mer deux frégates chargées de me surveiller. L'amiral qui les commandait, en héros de cour, venait tous les matins me saluer profondément; il s'assurait ainsi si je ne lui avais pas échappé. Mais maintenant... maintenant je suis libre et prêt à vous suivre; je suis tout à vous et tout à la France.

Il faut abrégé ce récit. Les préparatifs du départ furent réglés. Bordone et Foule devaient revenir à Bonifacio, télégraphier à l'aide d'un chiffre convenu avec un ami sûr, qui enverrait aussitôt un vapeur à la rencontre des voyageurs. Avant de se séparer de ceux qui étaient venus le chercher, Garibaldi leur montrant un point déterminé du rivage, leur dit :

C'est là que vous viendrez me prendre, c'est là que je désire m'embarquer. De cet endroit je suis parti pour la Sicile et Marsala, de là encore je veux partir pour la France.

Le vapeur demandé à Marseille arriva à l'heure dite. C'était la *Ville-de-Paris*, appartenant à M. Antonio Roux, qui a très patriotiquement refusé de recevoir la plus petite indemnité pour les frais de déplacement de son navire. Comme s'il était écrit qu'Avignon et Vaucluse devaient tout faire pour cette libération du général, le capitaine qui commande la *Ville-de-Paris*, et qui a eu l'honneur de ramener Garibaldi en France, est né à Vaizon; il s'appelle Coudray.

Garibaldi fut exact au rendez-vous qu'il avait lui-même fixé. Les habitants de la Madeleine, à qui Bordone et Foule n'avaient pas manqué de faire part d'une prétendue mauvaise réception du général, ne furent pas pen surpris de le voir s'embarquer sur la *Ville-de-Paris*, en compagnie de ceux qu'il était censé avoir si mal reçus.

Le général n'avait qu'un mince bagage, une valise contenant deux ou trois chemises de flanelle, plus les vêtements qu'il portait au moment de sa première rencontre avec ses libérateurs. Le fidèle Basso, son ami, son secrétaire, l'accompagnait. A Bonifacio, ils trouvèrent Pantaléo, ce fameux frère Pantaléo, dont les prédications patriotiques ont jadis soulevé en Sicile et sur la terre de Naples le plus ardent et le plus pur enthousiasme.

La *Ville-de-Paris* gagna enfin le large. Il est impossible de rendre l'émotion qui, à l'heure du départ, s'empara du général et de tous ses compagnons de route. Le petit vapeur filait inconnu, sans pavillon; son équipage silencieux, recueilli, attendait que le général saluât le premier la terre française, la terre d'élection de la liberté.

Enfin les côtes de la France apparaissent dans le lointain, un pavillon se glisse doucement le long du grand mât, un souffle de la brise le déroule à tous les yeux... C'est le drapeau de la France, l'emblème de la liberté des nations et de la République universelle ! Garibaldi et ses compagnons se découvrent; d'un hurrah retentissant ils saluent la patrie de Jeanne d'Arc, de Molière, de Voltaire, de Pascal, de Danton et de Baudin; encore un tour de roue, il est neuf heures du soir, et Garibaldi, décidé à vaincre pour la France ou à mourir pour elle et pour l'idée républicaine, descend à Marseille au milieu des frémissements de mille mains amies tendues vers lui.

MM. Poujade, préfet de Vaucluse, Edmond Foule, frère du compagnon de Bordone, Bordone fils et Charles Jacquet, tous d'Avignon, tous dans le secret de l'entreprise si bien conduite à terme par Bordone et Denis Foule, attendaient le général au débarcadère et l'ont accompagné jusqu'à Avignon. Garibaldi est maintenant à Tours, en compagnie de ces deux libérateurs; les Prussiens entendront bientôt parler de lui et sans doute d'eux.

SOMMES-NOUS DES FRANÇAIS ?

On nous adresse le cri d'indignation et de colère patriotique qui suit :

« Nous ne sommes plus des Français, car nos soldats prennent l'habitude de se faire faire prisonniers; nos armées capitulent; nos généraux ont désappris la victoire.

« Nous ne sommes plus des Français; car, à Paris, tout un régiment lâche pied devant l'ennemi, avant d'avoir brûlé une cartouche; à Orléans, nos soldats, qui passaient

pour les premiers du monde, se débloquent; seuls les mobiles et les volontaires de l'Ouest font bonne contenance et donnent un exemple qui n'est pas suivi.

« Nous ne sommes plus des Français, car nos officiers, n'étudient plus la guerre; par conséquent, ils l'ignorent. Ce grand art de la guerre, que nos pères avaient porté si loin, ils l'ont oublié. Notre prestige militaire est perdu. Nous ne sommes plus qu'un peuple de discoureurs, de jouisseurs et de rhéteurs, faisant des démonstrations au théâtre et sur la place publique, agitant les questions de formes gouvernementales, nous jalouxant, nous surveillant, nous enviant, nous divisant, lorsque l'ennemi nous tient l'épée sur la gorge.

« Nous ne sommes plus des Français, pas plus que les Grecs, du temps de Philippe, n'étaient des Grecs; pas plus que les Romains, à l'époque des invasions, n'étaient des Romains.

« Les nouveaux Macédoniens vont nous traiter comme Philippe et Alexandre traitèrent les Athéniens, ou plutôt comme Alaric traita les Romains, et les Turcs Constantinople. Ils vont faire non-seulement l'unité de l'Allemagne, mais encore l'Europe, sans nous, malgré nous et contre nous.

« Il n'y a pas quarante ans, deux soldats se promenaient devant la citadelle d'Anvers au lendemain de l'assaut. L'un d'eux disait à l'autre : « Hein, camarade, comment donc avons-nous fait pour grimper là-haut ? Je n'y monterais plus maintenant. — Parbleu, répondit l'autre, on ne tire plus contre nous. »

« Nous ne sommes plus des Français. »

NOSTRA CULPA

I.

Oui, je le sais, je sais que nous fûmes coupables
En notre aveuglement;
Le vice et l'intérêt nous rendaient incapables
D'un juste sentiment.
Nous avons supporté toutes les tyrannies
Sans perdre notre orgueil,
Et laissé notre honneur aller aux gémonies
Sans en prendre le deuil.

Mais, mon Dieu, Dieu puissant qui fûtes sans clémence
Pour notre iniquité,
Ce châtimement cruel, ce châtimement immense,
L'avons-nous mérité ?

II.

Nous nous sommes montrés confiants en nous-mêmes,
Sévères pour autrui,
Nous n'invoquions le nom de Dieu qu'en nos blasphèmes;
Nous nous passions de lui.
Nous prétendions régner sur le globe où nous sommes.
Il n'est pas un de nous
Qui ne se crût habile à gouverner les hommes :
Tout dessus, rien dessous.

Mais, mon Dieu, Dieu puissant qui fûtes sans clémence
Pour notre impiété,
Ce châtimement cruel, ce châtimement immense,
L'avons-nous mérité ?

III.

Nous avons applaudi les œuvres insensées
Des modernes auteurs;
Nous avons avili nos cœurs et nos pensées
A ces arts corrompueurs,
Et notre âne viril et notre enfance sainte,
Loin de se détourner,
De théâtre et de vers, de musique et d'absinthe,
Allaient s'empoisonner.

Feuilleton de la RÉPUBLIQUE ILLUSTRÉE — N° 7.

LES PROLÉTAIRES DE LONDRES

ou

LES MARTYRS DU TRAVAIL

(Suite.)

On reconnaissait en elle une fille coquette et vaine de ses agréments extérieurs, — mais sur sa figure on lisait aussi, à ne pouvoir s'y méprendre, une extrême bienveillance, une exquise bonté qui devaient lui faire pardonner bien des défauts.

Et maintenant prêtons l'oreille à la conversation des deux jeunes filles.

Miss Barnett s'est assise en face de Virginie. La première, elle prend la parole :

— Eh bien ! ma chère, pas de cérémonie; traitons-nous, si vous le voulez bien, comme si nous nous connaissions depuis douze ans. Je vous avouerai franchement que je désirais faire votre connaissance; il y a des moments où je sens tellement le besoin d'une amie, d'une compagne !...

— Ah ! ce besoin, Dieu sait que vous ne pouvez pas le ressentir plus vivement que moi ! s'écria la jeune couturière; — mais, ajouta-t-elle après quelques instants de silence, et en regardant autour de la chambre, vous avez ici tout ce qu'il vous faut pour vous rendre heureuse, et moi...

— Vous êtes pauvre, je sais que vous êtes pauvre, interrompit miss Barnett, et je pensais que vous étiez fière. Voilà pourquoi je n'ai pas recherché l'occasion de faire votre connaissance, et cependant je le désirais. Jane, — la servante d'en bas, — m'a dit que vous travailliez bien fort, — et je n'ai besoin de personne pour me dire combien peu vous devez être payée. J'ai passé par là moi-même, et je puis dire que mon expérience a été bien amère.

— Ah ! comment améliorer ma condition ? fit Virginie avec un profond soupir. J'ai eu une assez jolie éducation; j'ai appris le dessin, la musique...

— Et vous pensez que vous pourriez être institutrice ? demanda miss Barnett. Ma chère enfant... Mais quel est votre nom de baptême ?

— Virginie.

— Oh ! quel nom romanesque ! s'écria joyeusement la jeune fille. Moi je m'appelle Julia; dorénavant vous m'appellerez Julia et je vous appellerai Virginie. Mais j'en reviens à ce que nous disions : vous voudriez vous faire institutrice ? Chassez-moi loin, bien loin, cette idée. Institutrice, bon Dieu ! mais le marché est encombré de cette marchandise ! et j'admets que vous réussissiez d'obtenir ce qu'on appelle une situation. Ah ! vous ne savez pas quel horrible esclavage !... Non, non, tenez-vous en plutôt à votre aiguille...

— Mais je crains d'avoir bien de la difficulté à me procurer de l'ouvrage, remarqua Virginie, et même, quand je suis assez heureuse pour en obtenir, la rémunération est si minime...

— Quelle vous empêche à peine de mourir de faim ? N'est-ce pas, c'est bien cela que vous voulez dire ? Ecoutez, chérie, toutes ces pensées que vous agitez maintenant dans votre tête, je les ai remuées, je les ai agitées dans la mienne. J'ai avant vous épuisé la coupe de toutes ces souffrances. Vous avez travaillé pour la Jackson, n'est-il pas vrai ? Et moi aussi, j'ai travaillé pour elle ! J'ai travaillé... jusqu'à ce qu'il me fût impossible de supporter plus longtemps le froid, la faim, la soif, la pauvreté, le dénuement le plus absolu, et, pire que cela, l'insolence, tous les maux enfin auxquels est assujettie une MISÉRABLE COUTURIÈRE !

— Vous venez de tracer de mon existence un tableau bien triste, mais bien réel. Mais permettez-moi de vous poser une question, miss Barnett ?

— Non, appelez-moi Julia, interrompit la brune jeune fille, ou je croirai que vous ne voulez pas me traiter en amie. Et quel est, je vous prie, ajouta-t-elle en souriant, quel est ce

renseignement que vous voulez demander à ma vieille expérience ?

— Je voudrais savoir s'il est possible à la pauvre couturière d'obtenir le *prix réel* de son travail. Je ne dis pas le prix qu'elle serait disposée à lui donner, — mais le prix véritable du marché, celui que lui donnent le goût, la fantaisie, la mode. Vous exposerai-je en quelques mots d'où me vient ma courte expérience ? Vous comprendrez alors pourquoi je vous pose cette question, et quelle est sa signification précise.

— Ah ! Je sais à l'avance, chère Virginie, en quoi votre expérience peut consister ! J'aimerais cependant à connaître vos idées à cet égard, — à savoir le traitement auquel vous avez été assujettie. Commencez donc ce récit intéressant; je vous prête toute mon attention.

— Tout ce que j'ai à dire, Julia, peut être résumé en peu de mots. Et d'abord M^{me} Jackson, sachant par la propriétaire que je suis une fille honnête et digne de confiance, me donne à faire une magnifique robe de velours. En me mettant à l'ouvrage, je calcule machinalement le prix de l'étoffe; il n'y en a guère pour moins de quarante livres sterling. Une telle valeur m'est confiée à moi, pauvre fille à demi-morte de faim, à moi, sans pain, sans feu, presque sans toit où reposer ma tête. En me mettant assidûment au travail, j'accomplis ma tâche dans un espace de temps si court que je puis à peine y croire moi-même. En récompense de ces efforts *surhumains*, je reçois de M^{me} Jackson trois schellings et six pence. Mais M^{me} Jackson, qui n'a pas fait la robe, reçoit pour ce même travail sept schellings d'une certaine M^{me} Pembroke, à laquelle on m'ordonne de la porter. A son tour, M^{me} Pembroke reçoit quatorze schellings de M^{me} Duplessy, qui a commandé l'ouvrage; enfin M^{me} Duplessy demande à sa cliente, la duchesse de Belmont, quatre guinées pour la façon seule. Il est donc clair que mon travail, qui m'a produit à moi trois schellings et six pence, a pour M^{me} Duplessy une valeur de quatre guinées. Mais si M^{me} Duplessy ne veut payer le travail que quatorze schellings, pourquoi tout au moins ne recevrais-je pas cette somme moi-même, au lieu de ces malheureux trois schellings et six pence... ?

Mais, mon Dieu, Dieu puissant qui fûtes sans clémence
Pour notre inanité;
Ce châtement cruel, ce châtement immense,
L'avons-nous mérité?

IV.

Il nous restait du moins, dans cette décadence
Du goût et des beaux arts,
Le culte du pays et de l'indépendance,
La vertu des soudards.
Eh bien, Sedan a vu les soldats de l'empire,
Sans remords, sans combats,
Traiter..... non ces mots-là ne peuvent pas s'écire :
Ils se disent tous bas.

Mais, mon Dieu, Dieu puissant qui fûtes sans clémence
Pour notre lâcheté;
Ce châtement cruel, ce châtement immense,
L'avons-nous mérité?

V.

Deux hommes (l'univers gardera leur mémoire)
Ont rempli vos décrets,
L'un et l'autre fatal, victorieux sans gloire
Et vaincu sans regrets.
Ils se sont entendus pour commettre le crime
Comme des meurtriers,
Et nous, peuple trahi, nous sommes la victime
De ces deux justiciers.

Mais, mon Dieu, Dieu puissant qui fûtes sans clémence
Pour notre indignité,
Ce châtement cruel, ce châtement immense,
L'avons-nous mérité?

Gustave NADAUD.

Une conversation de M. de Bismarck.

On adresse à la Gironde (de Bordeaux) le récit suivant d'une conversation que M. de Bismarck aurait eue avec un ancien diplomate anglais, qui se rend en Espagne. Nous reproduisons cette conversation après avoir indiqué son origine, et sans prétendre en garantir l'authenticité :

M. de Bismarck était ce jour-là de belle humeur. On sait qu'il est sujet à des accès de mutisme accompagnés d'une sauvagerie que rien ne désarme; mais parfois aussi d'une franchise et d'un laisser aller que ne peuvent comprendre les diplomates de la vieille roche. « Ma santé, messieurs? Ma foi, je ne me suis jamais aussi bien porté que depuis que je suis mort... du moins d'après les journaux français. » — « Eh bien! me dit-il, que dit-on à Londres de tout ceci? » — « On déplore profondément cette guerre à outrance entre ces deux grands peuples faits, par la nature diverse de leurs besoins et de leurs aptitudes, pour se compléter et marcher unis. »

M. de Bismarck. — Monsieur, Voltaire disait qu'il aimait l'Allemagne, et qu'il n'y trouvait qu'un défaut : c'est... qu'il y avait trop d'Allemands; mais, sans être lui, je dirai qu'elle n'a qu'un malheur : c'est de n'avoir pas assez de Français. Je n'ignore pas qu'il y a une France sérieuse, savante, derrière une fausse France qui s'agite, hurle, et perpétuellement oscille comme un pendule entre le vaudeville et le mélodrame. Mais si nous avons cette guerre, c'est parce qu'elle a abdiqué. C'est là un grand malheur, et pour elle, et pour nous, et pour l'Europe entière.

Moi. — Oui, mais la France, la vraie France, monsieur le comte, finira par le comprendre, et par l'usage des institutions libres elle relèvera sa fortune abattue.

M. de Bismarck. — Dieu le veuille. Les Romains disaient, à propos des Gaulois, qu'ils savaient surtout deux choses :

bravement combattre et finement parler : *rem militarem et argute loqui*; et, comme vous le voyez, leurs descendants s'agitent, tour à tour condamnés à l'avocasserie ou au militarisme.

Moi. — Le militarisme?... Mais vous-mêmes..

M. de Bismarck. — Non, non, c'est là une erreur. Nous sommes une nation armée, mais pas un gouvernement militaire. D'ailleurs chacun a son rôle ici-bas. Vous autres, Anglais, vous transformez en conservant; en Espagne et en Italie, on s'agit et on néglige; en France, on se lasse vite d'habiter ce qu'on a construit si vite; palais ou casernes sont tour à tour démolis, reconstruits et démolis encore. Quant à nous, nous n'en sommes encore qu'aux fondations de notre édifice; et il ne faut pas qu'on vienne nous déranger « chaque instant, nous enlever des carrières et nous débaucher les ouvriers maçons. C'est là tout bonnement pourquoi nous poursuivons la guerre. Il nous faut une paix qui nous assure un avenir tranquille.

Moi. — L'Assemblée constituante, en établissant un gouvernement régulier, sera à même de la signer bientôt.

M. de Bismarck. — Bientôt?... Nous n'en parlerons sérieusement que dans [Paris, avec les clefs de Metz et de Strasbourg dans nos poches.

Moi. — Que pensez-vous de cette Assemblée?

M. de Bismarck. — Elle arrivera trop tôt et trop tard.

Moi. — Finira-t-elle par signer la paix?

M. de Bismarck. — Cela dépendra de sa dose de bon sens et du caractère sérieux et profond de son patriotisme. Si elle ne souscrit pas à des conditions aussi nécessaires à l'existence de l'Allemagne qu'à celle de la France, l'heure de la république sonnera, car en ce moment il se forme un parti puissant en France, le parti de la paix, et entre la paix, qui signifie l'ordre, et l'invasion permanente avec les rouges, on hésitera peu.

Moi. — Mais alors, avec qui traiterez-vous?

M. de Bismarck. — Avec ceux qui représenteront ce parti.

Moi. — Mais le siège de Paris peut traîner en longueur, et pendant ce temps on organisera des armées partout.

M. de Bismarck. — Sans doute, et ce ne sera ni le nombre, ni le courage qui leur manqueront; mais à part certains éléments dissolvants qui existent, que les circonstances développeront, il ne faut pas oublier une chose : c'est que le dernier de nos soldats sait qu'il défend sa chaumière devant Paris.

Moi. — C'est en effet une guerre terrible.

M. de Bismarck. — C'est plus qu'une guerre, sir John, c'est une phase historique dont tout ceci n'est qu'une expression. La vieille société européenne est en train de crouler, et de nouveaux foyers de civilisation vont se former. Malheureusement il faudra la force pour cela, la guerre, car tout enfement est un déchirement.

Moi. — Mais sur quelles bases ces nouvelles sociétés s'appuieront-elles?

M. de Bismarck. — Sur la liberté, basée elle-même sur ce qu'il y a de plus grand et de plus vrai au fond de la conscience humaine : le droit et le devoir.

Moi. — La Révolution française n'a-t-elle pas inauguré une ère nouvelle en écrivant la fameuse déclaration des droits de l'homme?

M. de Bismarck. — Non, car elle a omis la déclaration des devoirs de l'homme. La liberté n'est pas un thème à métaphysique politique, à chansons de la rue; c'est une déesse qui ne demande pas de sacrifices humains. Elle est bourgeoise plutôt que fille du peuple; aristocratique plutôt que bourgeoise. Elle est austère, laborieuse, exige beaucoup de vertus, fort peu de bruit, et, pour vivre, la vie murée de l'âme et de l'esprit, et non la place publique et le cabaret. Une religion nouvelle a besoin de peuples nouveaux. A une foi simple il faut des cœurs simples comme cette foi. Si vous voyez cela autour de vous, n'en parlons plus. Mais,

pardon, il faut que je vous quitte; je n'ai fait que parler, rêver, peut-être, et cependant je suis l'homme du fait moi... »

LE RAPPORT OFFICIEL

SUR LA VICTOIRE DU 13 A PARIS

Paris, 13 octobre, 8 h. 1/2 soir.

Des mouvements de troupes considérables de l'ennemi ayant été signalés pendant ces derniers jours, le gouverneur a décidé qu'une reconnaissance offensive serait faite ce matin par la division Blanchard du 13^e corps, s'étendant des positions d'Issy à droite, à celles de Cachan à gauche.

Le général Blanchard a disposé ses troupes en trois colonnes; celle de droite (13^e de marche) devait agir dans la direction de Clamart, celle du centre (général Soubielle) sur Châtillon, celle de gauche (mobiles de la Côte-d'Or et de l'Aube) (colonel Gramey) sur Bagneux.

Ces mouvements, protégés par le tir soutenu des forts de Montrouge, de Vanves et d'Issy se sont exécutés avec beaucoup d'ordre et de vigueur.

Le gouverneur avait envoyé le général Schmitz, chef d'état-major général, à la droite des positions pour suivre l'ensemble des mouvements.

Le général Vinoy, commandant le 13^e corps, avait disposé ses réserves en arrière du fort de Montrouge.

Bagneux a été enlevé par les mobiles de la Côte-d'Or, dont la conduite, déjà signalée deux fois, a été brillante.

Le premier bataillon de l'Aube, qui voyait le feu pour la première fois, a eu aussi une attitude excellente. Son commandant M. de Dampierre est tombé glorieusement à la tête de sa troupe. Le lieutenant-colonel de Gravery, conduisant l'ensemble des opérations, s'est hautement honoré.

Les marins du fort de Montrouge, commandés par le capitaine de frégate d'André, ont pris part à l'action, et formé l'arrière garde avec un aplomb remarquable, pendant la retraite de notre gauche.

Entre ces deux points, deux bataillons se sont déployés dans le plus grand ordre, avançant sous le feu de l'ennemi jusque dans les vignes qui bordent les pentes de la carrière de Clamart.

De là ils ont fait le coup de feu avec les tirailleurs ennemis postés derrière un épaulement sur la crête du plateau de Châtillon. Leur feu a été successivement éteint par les canons de Vanves et d'Issy.

A ce moment les masses prussiennes se sont montrées sur les crêtes du plateau, se découvrant ainsi au feu de l'artillerie et des forts.

Le but de la reconnaissance était atteint. La retraite a été ordonnée, elle s'est opérée dans le meilleur état, sous les ordres du général Blanchard, dont les bonnes dispositions ont assuré la réussite de cette reconnaissance.

Du côté de Clamart nous avons occupé l'ouvrage du Monlin-de-Pierre; la fusillade s'est engagée sur ce point, et l'ennemi n'a pu nous faire quitter la position.

Nos pertes sont considérables; celles de l'ennemi, qui est resté constamment sous notre feu, quoique n'étant pas appréciées en ce moment, ont un grand caractère de gravité. C'est ainsi qu'il a laissé plus de 300 morts dans Bagneux. Ses pertes ont été aussi considérables à Châtillon sur les hauteurs. Le chiffre des prisonniers s'élève à cent.

Le gouvernement a félicité les troupes qui ont pris part à la reconnaissance, ainsi que celles des forts, de l'ardeur et du sang-froid dont elles ont fait preuve dans cette journée.

Le gouverneur de Paris :

P. O. Le Général chef d'état-major général,

SCHMITZ.

— Parce que, ma chère enfant, ce système infâme est le résultat d'un calcul, dont les ouvrières sont les victimes; — parce que c'est lui qui a donné naissance à la classe des PROLÉTAIRES, vrais parias de la société, — parce qu'enfin il est de l'intérêt bien compris de l'aristocratique Angleterre de voir en nous les victimes nées de ce système, la pierre fondamentale sur laquelle elle est assise, — et de nous traiter à perpétuité en esclaves blanches, en MARTYRES DU TRAVAIL. Suivez bien mon raisonnement. M^{me} Duplessy emploie un intermédiaire, d'abord pour s'épargner l'ennui d'avoir directement affaire aux ouvrières, ensuite pour tenir l'ouvrage aux plus bas prix possibles. L'intermédiaire de M^{me} Duplessy traite avec des sous-agents, second degré d'intermédiaires, et celles-ci se mettent en rapport direct avec la couturière. Mais qu'importe à M^{me} Duplessy le nombre de mains par lesquelles passe son ouvrage? Ou plutôt, plus il y en a, plus elle est contente, parce que le salaire des malheureuses ouvrières en est réduit à proportion. De cette façon, il est loisible à une grande maison, comme celle de M^{me} Duplessy, de réduire de temps à autre les prix qu'elle paye à ses agents. M^{me} Duplessy dit à M^{me} Pembroke : « Vous faites travailler à si bas prix que vous pouvez aisément supporter une réduction. » A son tour, M^{me} Pembroke dit à M^{me} Jackson : « Mes prix sont réduits; il faut diminuer les vôtres. » Enfin M^{me} Jackson dit à Virginie Mordaunt ou à toute autre jeune esclave : « Ma petite, mes prix sont diminués, permettez-moi de diminuer votre salaire. » Et c'est ainsi, Virginie, que plus vous allez, moins vous gagnez. Mais je me demande si M^{me} Duplessy réduit proportionnellement ses prix vis-à-vis de son aristocratique clientèle.

— Oui, je comprends comment fonctionne le système, j'en ai eu ce matin un joli échantillon, et vos explications me confirment dans toutes les pensées que ma promenade m'a suggérées. Quoi qu'il en soit, ma question reste encore sans réponse.

— Ah! je me souviens, fit miss Barnett. Vous voulez savoir pourquoi vous ne pouvez pas obtenir directement du travail

de M^{me} Duplessy, sans l'intervention d'une Pembroke ou d'une Jackson. La réponse est aisée, ma chère enfant. D'abord le système des intermédiaires épargne bien des dérangements à des maisons comme celle de M^{me} Duplessy; il a ensuite l'avantage que je vous ai expliqué tout à l'heure de tenir les prix aussi bas que possible. Et c'est là le point principal. Par le seul fait que l'ouvrage passe par plusieurs mains, il devient pour les couturières plus difficile de s'en procurer; elles sont prêtes conséquemment à travailler pour n'importe quel salaire, plutôt que de ne pas travailler du tout. Et puis, quand il y a tant d'agents dont les intérêts sont identiques, que peut contre une ligue de ce genre une pauvre couturière, et comment s'opposerait-elle à une tyrannie aussi colossale? M^{me} Jackson vous exploite, — M^{me} Pembroke exploite M^{me} Jackson, M^{me} Duplessy exploite M^{me} Pembroke. Tout est là, et grâce à ce système si compliqué dans ses rouages divers, M^{me} Duplessy est à même de tenir les prix beaucoup plus bas qu'elle ne pourrait le faire, si elle était directement en rapport avec vous, sans aucune autre intervention. M^{me} Duplessy, me dites-vous, compte la robe quatre guinées à la duchesse de Belmont, tandis qu'elle en paye la façon quatorze schellings seulement. Mais si elle avait à débattre directement avec vous la valeur de votre travail, elle serait à peu près à votre merci. Vous lui demanderiez au moins une guinée de ce travail pour lequel elle en demande quatre, et, si peu satisfaite qu'elle pût être de votre exigence, elle n'aurait pas le temps de courir tout Londres pour trouver des conditions plus favorables que les vôtres. L'intervention des Pembroke et des Jackson la met à l'aise : le débat s'élève entre elles et vous, — débat dans lequel vous devez forcément être vaincue. Il s'ensuit que pour quatorze schellings elle fait faire un travail qu'elle payerait autrement une guinée; — il s'ensuit encore que deux ou trois personnes prélevant leur bénéfice sur ce travail, le prix en est beaucoup plus réduit qu'il ne pourrait l'être si un seul individu recevait son juste salaire. De tout ce que je viens de vous dire, Virginie, il faut conclure que M^{me} Duplessy à un intérêt direct à soutenir ce système des intermédiaires, et qu'elle ne

se sentirait nullement disposée à encourager quelque innovation.

— C'est donc aux intermédiaires seuls que je dois m'adresser pour trouver du travail? fit la jeune couturière d'un ton mélancolique.

— Il vous serait difficile d'user d'un autre moyen, répondit Miss Barnett.

— Et cependant je pensais, — M^{me} Drake m'en avait donné quelque attente, — je pensais que vous aviez quelquefois plus d'ouvrage que vous n'en pouviez faire... et dans ce cas, j'espérais... il me semblait... enfin, j'avais pris la résolution de vous demander....

— Je sais ce que vous voulez dire, interrompit Miss Barnett, et je ferai à cet égard tout mon possible pour vous être utile. J'ai une bonne et sincère amie qui est première dans une grande maison de West-End; elle m'envoie autant d'ouvrage qu'elle peut en mettre de côté. Mais si ses patrons savaient qu'elle s'adresse directement à moi au lieu d'employer la voie habituelle des intermédiaires, elle perdrait sûrement sa place. Tenez donc la chose secrète, et je ferai tout ce qui fera en mon pouvoir pour vous être utile.

— Croyez, ma chère amie, s'écria Virginie, les larmes aux yeux, que je vous suis profondément, oh! bien profondément reconnaissante de votre bonté à mon égard!

— Ce n'est rien, cher ange, ce n'est pas la peine de me remercier. La vérité est que je hais le travail, je ne puis pas le le supporter... et je n'aimerais pas, je vous le dis entre nous, que M^{me} Robinson (c'est le nom de mon amie) sût que je puis me passer de travailler.

— Vous êtes heureuse d'avoir d'autres ressources, fit Virginie, avec un profond soupir. Vous avez probablement des amis dévoués qui vous viennent en aide.

La belle jeune femme, dont nous avons décrit la figure, sourit avec une expression particulière qui frappa singulièrement Virginie.

(A suivre.)

LE GÉNÉRAL DUCROT

Les journaux allemands et anglais accusent le général Ducrot de manquer à sa parole donnée de ne plus servir contre la Prusse pendant la durée de la guerre.

Un Français, momentanément à Namur, témoin oculaire de tout ce qui s'est fait au quartier général pendant trois jours, à Sedan et environs, vient nous engager à démentir catégoriquement cette calomnie. D'après lui, voici la position du général Ducrot.

Après la blessure de Mac-Mahon, le 1^{er} septembre, à 6 heures du matin, le général Ducrot prit pendant quelques heures, par ancienneté de grade, le commandement en chef de l'armée française. Au courant de tous les projets de Mac-Mahon, connu pour son énergie et ses talents militaires, sans doute le général Ducrot eût réussi à conjurer les désastres et les hontes de la journée du 2 septembre. Déjà, sous son impulsion, les divers corps s'étaient solidement établis et la retraite de l'armée se fût probablement opérée, sinon sans pertes sensibles, du moins avec méthode et assurance sur Mézières, si le général de Wimpffen, exhibant à l'improviste des ordres secrets, n'avait remplacé le général Ducrot.

Certes, le général de Wimpffen est un chef de mérite et de résolution. Mais dans les pressantes conjectures du moment, le changement de direction fut une fatalité de plus. Le général de Wimpffen, arrivé à l'armée la veille, n'en connaissait ni les ressources, ni la composition, ni les pertes. S'il faut en croire les renseignements qui nous sont communiqués, il ne savait rien du but poursuivi par Mac-Mahon, rien ou peu de chose de l'ensemble des opérations réalisées ou poursuivies. De là un flottement, une irrésolution incroyables; des corps laissés sans commandement dans un moment où nul détail ne devait être négligé.

La catastrophe de Sedan survint, et le général de Wimpffen lui-même fut débordé par le pouvoir occulte que l'empereur n'avait cessé d'exercer pour le malheur et la flétrissure de l'armée française.

Si le général Ducrot avait été surpris pendant son évasion, probablement les Prussiens lui eussent appliqué les articles du code militaire draconien qu'ils ont créé pour les besoins de leur cause. Ils l'auraient sans doute fait passer par les armes, comme ils ont fusillé le malheureux officier Coffinières, fils du général commandant la place de Metz, sous le commandement de Bazaine.

Le général Ducrot a bravé ces périls, il a réussi à s'évader. Tous les hommes de cœur et d'honneur seront unanimes pour reconnaître que non-seulement il est dans son droit strict, mais encore qu'il remplit un impérieux devoir de soldat et de citoyen.

LA PROCLAMATION DE GUILLAUME

Le roi Guillaume ne renonce pas à ses discours mystiques. Il vient d'adresser aux troupes allemandes qui assiègent Paris une petite proclamation dans laquelle il se pose comme l'exécuteur des volontés de Dieu, dans les desseins de qui entrerait la chute de la France.

La proclamation commence, en effet, par cette parole de l'Evangile de saint Luc à l'adresse des partis politiques :

« Tout royaume divisé contre lui-même sera détruit, et toute maison divisée contre elle-même tombera. »

Le roi de Prusse fait convoquer par des affiches tous les anciens militaires prussiens qui sont entrés à Paris, en 1815, pour qu'ils assistent cette année à un triomphe pareil des armes prussiennes.

DERNIÈRES NOUVELLES (officiel).

France

Tours 20 octobre. — Dépêche du ministère. — Vendôme 19 au matin. — Châteaudun a été pris hier soir après un siège soutenu de midi jusqu'à 10 heures. La ville était défendue par 900 francs-tireurs avec la garde nationale qui disputèrent héroïquement le terrain pied à pied contre 6 à 8,000 Prussiens avec une forte artillerie. Les défenseurs furent décimés par le feu. Mais le restant a effectué sa retraite en bon ordre.

Tours 19 octobre. — Gambetta s'en retourne aujourd'hui.

Un conseil du gouvernement est tenu immédiatement. Le nonce est attendu à Tours. M. Thiers est attendu vendredi.

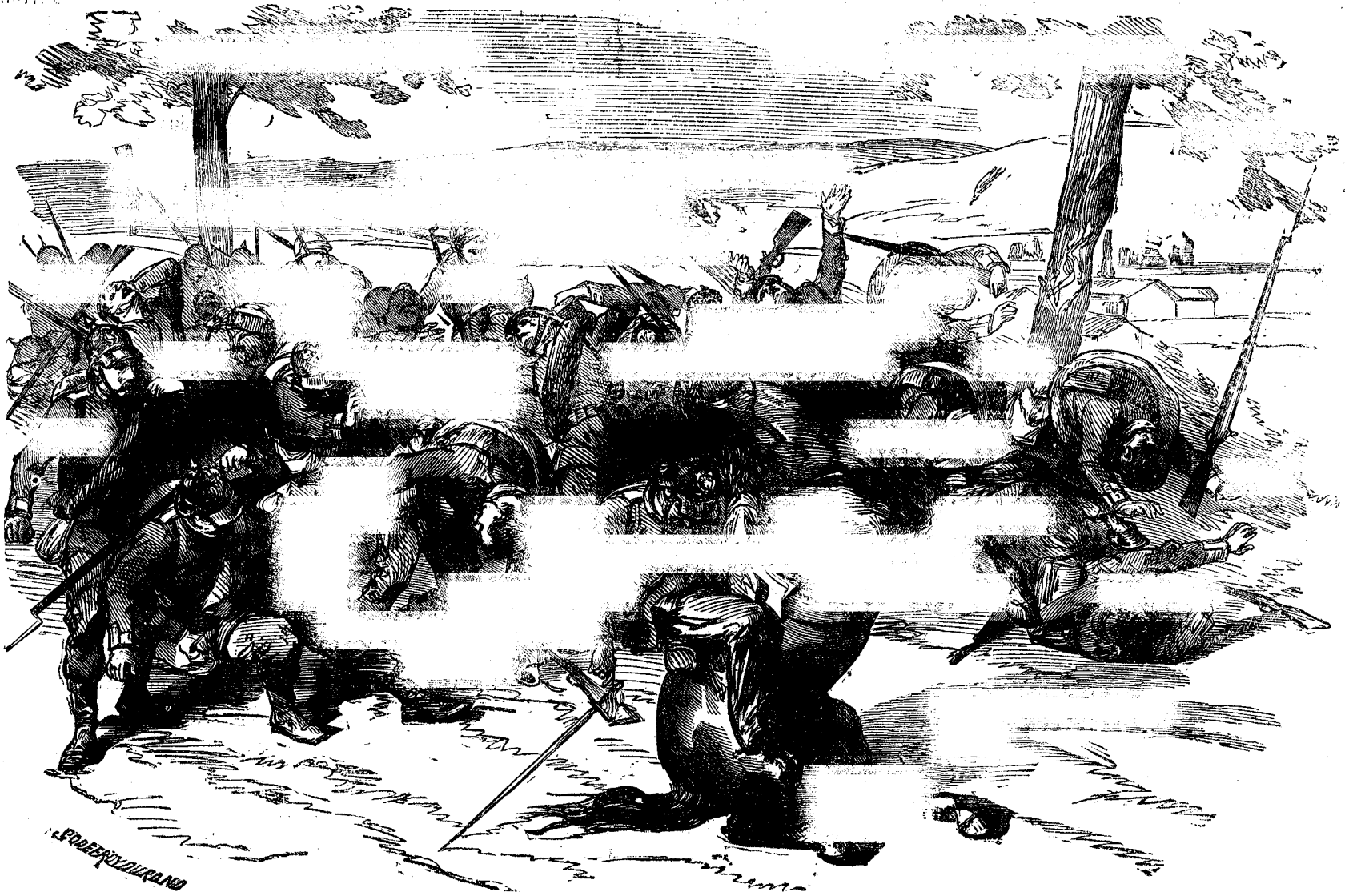
Italie

Florence 19 octobre. — Le bruit que la Prusse a fait des remontrances au sujet du départ des garibaldiens pour la France est absolument controuvé. La Prusse reconnaît que le gouvernement italien continue de maintenir une stricte neutralité.

L'Osservatore romano traite de pure invention la notice donnant comme probable le départ du pape pour Inspruck. Le même journal dit que la santé du pape est bonne.



NOTRE FRITZ.



LA VICTOIRE SOUS PARIS.

Ainsi que bon nombre d'officiers supérieurs et subalternes, le général Ducrot refusa de prendre l'engagement de ne plus servir pendant la durée de la guerre et déclara vouloir partager le sort de l'armée. Il fut transporté à Pont-à-Mousson. C'est là qu'il réussit à se soustraire à ses gardiens. Il franchit les postes prussiens sous un déguisement et gagna Paris.

Aujourd'hui qu'il a de nouveau mis son épée au service de son pays, de quelle valeur sont les histoires dont on essaie à l'étranger d'entacher son honneur et la foi de sa parole jurée?

Un journal quotidien à 2 francs par mois (rendu franco)
PARAIT TOUS LES JOURS A LYON

LE JOURNAL DES DÉPÊCHES

de Tours — de Suisse — d'Allemagne — de Belgique — d'Angleterre — d'Italie, etc.

En l'absence des journaux de Paris, c'est le journal le plus complet, le mieux et le plus promptement informé.

Pour le recevoir franco par toute la France, chaque jour pendant un mois, adresser la somme de DEUX FRANCS en mandat de poste, à M. le Directeur du JOURNAL DES DÉPÊCHES, 21, rue des Capucins, Lyon.

LYON. — IMP. V^e CHANOINE, PLACE DE LA CHARITÉ, 10.